



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 23 mars 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

2021 - 53 TRANSITION ENERGETIQUE
EXPERIMENTATION POUR LA MISE AU POINT D'UN OUTIL
D'AIDE A LA DECISION AVEC LA BANQUE DES TERRITOIRES ET ENEDIS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 16 mars 2021, s'est réuni le mardi 23 mars 2021 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°29 à N°41) puis part sans donner de procuration.

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Franck BARBEY
Madame Jocelyne BUSTAMENTE

Madame Levanna CALATAYUD
Madame Magali CONESA
Madame Alexane ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Madame Murièle CHABERT
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Gilles RONDONI
Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 9 février 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2021 - 32 RENOUELEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL
DE RENOUELEMENT URBAIN DE GRASSE CENTRE HISTORIQUE
BOUCLE COMMERCIALE
CESSION DES CELLULES COMMERCIALES
APPARTENANT A LA VILLE A LA SPL**

DU 23 MARS 2021

**TRANSITION ENERGETIQUE
EXPERIMENTATION POUR LA MISE AU POINT D'UN OUTIL
D'AIDE A LA DECISION AVEC LA BANQUE DES TERRITOIRES ET ENEDIS**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La rénovation énergétique des bâtiments publics s'inscrit dans le plan de relance décidé en 2020, soutenu par les ambitions européennes de neutralité carbone et l'initiative « Renovation wave », qui fait suite à l'annonce du Green Deal Européen. Dans ce cadre, la Banque des Territoires et Enedis ont décidé de travailler conjointement pour développer un outil d'aide à la décision à destination des collectivités locales, permettant une priorisation des bâtiments publics présentant le meilleur potentiel en matière de rénovation thermique grâce au croisement des données bâtimentaires, énergétiques et contextuelles. La ville de Grasse, en tant que bénéficiaire du dispositif Action Cœur de Ville, a été sélectionnée pour participer à cette expérimentation nationale.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Cellule énergies et développement durable	/	/

Madame Anne-Marie DUVAL expose :

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu l'article L.111-10-3 du code de la construction et de l'habitation prévoyant l'obligation de mise en œuvre d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans les bâtiments existants à usage tertiaire, afin de parvenir à une réduction de la consommation d'énergie finale pour l'ensemble des bâtiments soumis à l'obligation d'au moins 40 % en 2030, 50 % en 2040 et 60 % en 2050 par rapport à 2010 et son décret d'application n° 2019-771 du 23 juillet 2019,

Vu la délibération n° 2019-180 du Conseil Municipal en date du 12 novembre 2019 déclarant l'état d'urgence climatique,

Vu l'engagement de la ville de Grasse de gérer le patrimoine communal de manière éco-responsable en engageant une rénovation énergétique et environnementale des bâtiments communaux, défini dans la Stratégie Municipale de Développement Durable votée à l'unanimité lors du Conseil Municipal du 28 juin 2016,

Vu la proposition faite par la Banque des Territoires et Enedis de développer un outil d'aide à la décision à destination des collectivités,

Considérant que cet outil permet un pré-ciblage indicatif des bâtiments publics à rénover en priorité à partir des données de consommation d'énergie,

Considérant qu'il s'agit d'un service non facturé,

Considérant que la ville de Grasse est particulièrement impliquée dans la rénovation énergétique de son patrimoine et qu'elle souhaite être associée à cette démarche,

Considérant que ce service est, pour le moment, expérimenté auprès de collectivités locales volontaires et ayant des projets ambitieux de rénovation de bâtiments publics sur leur territoire,

L'accord de partenariat ci-joint vise à définir le cadre et les modalités de ce projet.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 mars 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de l'accord de partenariat ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer l'accord de partenariat précité.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **24 MARS 2021**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

